

Les freins qui empêchent de partir en vacances

De 20 % à 40 % des Français ne partent pas lors de leurs congés. Au manque d'argent s'ajoutent des obstacles plus psychologiques

J'ai l'impression que c'est un peu obligatoirement de partir, mais, heureusement, mes enfants ne sont pas difficiles et il y a plein de choses qu'on n'a pas encore faites à Angers. » Sarah (prénom d'emprunt), secrétaire médicale de 32 ans, profite ce mercredi 16 juillet, avec ses enfants, des animations gratuites de « L'été au lac », un programme organisé par la municipalité : baby gym avec sa dernière, tir à l'arc et tennis de table pour ses deux aînés. Elle passera son été dans la ville où elle habite. « J'aimerais partir, mais cela coûte cher », glisse-t-elle.

Selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, en 2023, 40 % des Français ne sont pas partis en vacances, soit quatre nuits consécutives hors du domicile, principalement pour des raisons financières. Début 2024, 21 % de la population déclaraient, selon l'Insee, ne pas avoir les moyens de partir au moins une semaine en vacances.

Des niveaux proches de ceux constatés avant la crise sanitaire liée au Covid-19. Précises enchaînant les contrats courts, étudiants en job d'été, familles monoparentales ou nombreuses... « Pour ceux dont la seule préoccupation est de remplir le frigo, il est impossible de se projeter dans un départ », explique Jean Stellitano, secrétaire national du Secours populaire.

Sentiment de culpabilité
Au manque de moyens s'ajoutent parfois des freins symboliques, logistiques ou encore psychologiques. Pousser la porte d'un centre social peut être associé - à tort - par certains à la figure stigmatisante des « cassos ». « Alors même que nos activités s'adressent à des publics précaires, beaucoup n'y recourent pas, par fierté », témoigne Romain Beaucher, président du centre social intercommunal des Portes du Morvan, à Lormes (Nièvre). Para-

doxalement, ce sont des familles des classes moyennes et supérieures nouvellement installées sur ce territoire fortement attractif qui vont se tourner vers son centre social, désireuses de nouer des liens. « Le défit est d'inverser le stigmate et de rendre désirable le fait de partir en vacances avec le centre social », ajoute le président.

Encore faut-il s'autoriser à partir. Rencontre au pied de son immeuble HLM du quartier populaire de la Roseraie, à Angers, Ibtissem (elle n'a pas précisé son nom), 34 ans, un mari dans le BTP et deux enfants, évoque le coût des billets pour aller rendre visite à sa famille en Algérie. Surtout, elle attend des réponses pour obtenir la nationalité française et suivre un CAP petite enfance. « Des personnes travaillent pour moi, je ne peux pas partir en vacances ! »

Un sentiment de culpabilité et d'illégitimité qui se retrouve chez nombre de bénéficiaires du centre social et culturel Faubourg Duchâteau, à Denain (Nord), une commune où le taux de pauvreté atteignait 43 % en 2021, selon sa directrice, Alexia Cachera. « Il y a ceux qui se disent "les vacances, c'est pas pour moi qui suis au RSA [revenu de solidarité active], c'est pour ceux qui travaillent, moi, on va me dire que je suis en vacances toute l'année", explique-t-elle. Même s'ils n'ont pas un travail rémunéré, ils ont un quotidien stress-

« Dans les années 1960-1970, l'Etat s'engageait activement sur le sujet, par l'aménagement du territoire et un soutien aux associations »

BERTRAND RÉAU
sociologue

sant, fait de lourdes questions comme "comment je fais bouillir la marmite ?" »

« Il y a le travail rémunéré, le travail domestique, celui du "cane" et celui de chercher un travail, relève, de son côté, le sociologue spécialiste des loisirs Bertrand Réau. Penser les vacances uniquement en termes de récompense du travail, c'est mettre sous silence leurs autres fonctions sociales : savoir-faire, savoir-être, intégration sociale... »

« Un moyen de se relancer »

Ce savoir-faire s'acquiert. « On apprend à partir en vacances, (...) à se sentir "capable" d'organiser quelque chose de dépaysant, analyse M. Réau. Apprendre à réserver un billet, organiser un itinéraire et des activités dans un lieu inconnu... Tout cela nécessite une socialisation particulière. » D'après M. Stellitano, du Secours populaire, « beaucoup n'ont que les images de la télé, de choses luxueuses et inatteignables. Nous leur parlons de la montagne, des séjours à la ferme. On lève les freins un à un : mettre un peu d'argent de côté chaque mois, demander une aide financière, trouver la destination, le matériel... Si nécessaire, des bénévoles assurent un accompagnement, une fois sur place.

Le frein à la mobilité peut être particulièrement handicapant, qu'il soit matériel (absence de permis et/ou de voiture) ou psychologique. « Il y a une crainte chez certains adultes de ne pas comprendre comment marchent les transports en commun, même ceux de proximité, constate M^{me} Cachera, à Denain. D'où l'im-

portance de familiariser les enfants aux sorties en tram pour que cela ne devienne pas un frein, une fois adulte. »

Car l'accès aux vacances est un bénéfice à la fois individuel et collectif. « Partir même une semaine, ou faire partir ses enfants, a un effet impressionnant sur le moral, la santé mentale, la cohésion familiale. Plus encore quand on vit à quatre dans un deux-pièces, remarque M. Stellitano. C'est un répit, un moyen de se relancer et des souvenirs que l'on garde longtemps. »

« Loin d'être uniquement un temps de détente et de plaisir, les vacances peuvent être aussi l'occasion de construire des compétences de gestion financière, d'organisation logistique, d'ouverture à autrui qui seront mobilisables dans d'autres sphères », considère M. Réau. Une dynamique positive qu'Alexia Cachera mesure de façon tangible au sein de son centre socioculturel : « Il y a des jeunes qu'on a connus enfants qui reviennent pour faire du bénévolat, puis qui passent leur BAF (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) pour devenir animateur. Cela fonctionne très bien et crée un réel lien de confiance avec les habitants, car ils sont issus du quartier. »

Les excursions à la journée sont l'occasion de « recréer une appartenance de territoire à travers des souvenirs communs », considère Christelle Priet, directrice du centre socioculturel et de loisirs du Pays châtillonnais (Côte-d'Or), un territoire enclavé qui cumule les indicateurs de fragilité. « L'été est l'occasion de permettre à chacun de se réapproprier son cadre de

« Alors que nos activités s'adressent à des publics précaires, beaucoup n'y recourent pas, par fierté »

ROMAIN BEAUCHER
président d'un centre social intercommunal dans la Nièvre

vie : non, on n'a rien à envier à d'autres territoires et oui, ça peut être chouette le Châtillonnais. » « Proposer des activités tout l'été, c'est non seulement offrir de structurer le temps, mais aussi permettre d'avoir des choses à raconter à la rentrée, pour éviter le sentiment de honte », défend-elle.

Avec le centre social Christine Brossier, à Sury-le-Comtal (Loire), « la sortie acrobatiche revient à 30 euros la journée, repas compris, loin du tarif normal », souligne Alexandra Faure, responsable du pôle enfance. Mais les initiatives des municipalités, des maisons des jeunes et de la culture ou des associations commencent à partir du contexte économique. Un autre frein qui vient s'ajouter.

Inflation des transports oblige le Secours populaire à dû renforcer sa collecte de dons afin de rassembler 80 000 enfants lors de sa Journée des oubliés des vacances, prévue le 20 août. A Denain, le centre social d'Alexia Cachera reçoit une aide de l'Etat pour son « plan été ». « Ce plan a été fait pour recréer du lien et redynamiser

ser aussi le tourisme, qui avait pris un gros coup avec l'épidémie [de Covid-19], explique-t-elle. Sans ces financements, les séjours [organisés à Olhain, dans le Pas-de-Calais, et à Argelès-sur-Mer, dans les Pyrénées-Orientales, ainsi que la plupart des activités à la journée] auraient été impossibles à organiser. Chaque année, nous avons la crainte qu'on nous annonce que ça s'arrête. »

Le gouvernement avait consacré 50 millions d'euros, en 2020, aux dispositifs « Quartiers d'été » et « Quartiers solidaires », qui subventionnent séjours et activités pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Une enveloppe divisée par deux en 2025. Les « colos apprenantes », plébiscitées depuis leur lancement en 2020, subissent une légère réduction de volume cette année, avec 34,9 millions d'euros finançant le départ d'enfants de familles modestes.

Budget alloué au sport en baisse
La dotation du Pass colo, créé en 2024, a certes presque triplé, à 11,5 millions d'euros, mais son impact demeure limité : ce chèque de 200 à 350 euros est réservé aux séjours des enfants de 11 ans, sous condition de ressources, et laisse un reste à charge souvent élevé. Pour 2026, Matignon compte réduire de 300 millions d'euros le budget alloué au sport, à la jeunesse et à la vie associative.

De fait, les vacances font les frais d'un changement de paradigme politique. En témoigne la récente proposition controversée du gouvernement de monétiser la cinquième semaine de congés payés, un totem de l'ère Mitterrand instauré pour « changer la vie » des Français.

« Dans les années 1960-1970, l'Etat s'engageait activement sur le sujet, à la fois du côté de l'offre, par l'aménagement du territoire [construction de stations balnéaires, édification de villages de vacances, etc.], et du côté de la demande, par un large soutien aux associations de tourisme social. En 1998, une loi contre les exclusions reconnaissait le droit aux vacances comme un droit fondamental. Puis l'Etat s'est désengagé », retrace M. Réau.

Il note que, désormais, l'Insee suit « la demande touristique principalement avec un angle économique : combien de nuitées sont réservées dans telle ou telle commune, quelle est la part du tourisme international, etc. » Les vacances des Français ne sont revenues un sujet qu'au gré du Covid-19, du fait de « la désertion des touristes internationaux ». Quitte à disparaître de nouveau une fois la crise sanitaire passée ? ■

CLAIRE ANI,
CAMILLE BORDENET
ET LAURA MOTTET



Maëllis et ses trois enfants, inscrits à des activités sportives à Angers, le 16 juillet. CYRIL CHIGOT/DIVERGENCE POUR LE MONDE

A Angers, l'été animé de ceux qui restent

LES RENDEZ-VOUS SENIORS « Balade et papotage » sont un succès. Malgré une météo mitigée, mercredi 16 juillet, une vingtaine de personnes se retrouvent à l'entrée du parc Dénardis à Angers, après s'être inscrites gratuitement auprès du centre communal d'action sociale (CCAS). Plusieurs ne partiront pas en vacances durant l'été, ni même à un autre moment de l'année. « Cela coûte trop cher et je n'aimais pas partir de chez moi », indique Françoise (les personnes interrogées n'ont pas souhaité donner leur nom), 71 ans, ancienne gestionnaire de paie dans l'éducation nationale.

Elle fourmille néanmoins de projets : réaliser un album photo de A à Z, couvrir et pages comprises, mettant à profit les cours de cartonnage qu'elle suit durant l'année scolaire ; colorier de nouveaux mandalas qui décoreront ses murs ; découvrir le parcours-exposition « Le Voyage à Nantes » avec des amis, grâce au forfait de train à 30 euros pour cinq... sans oublier les conférences, ateliers et sorties seniors du CCAS. « Pendant l'année, on peut s'inscrire à six activités par mois, mais l'été, c'est illimité ! »

Une opportunité dont se saisit aussi Danielle, 72 ans, heureuse de « revoir du monde » après de longs mois à soigner un cancer, et Denise, ex-professeure de 84 ans, qui se rend chaque soir auprès de sa sœur, qui vit en Ehpad et « ne mange plus si on ne l'aide pas ». Secrétaire à la retraite âgée de 67 ans et bénévole au diocèse, Sylvie ne part pas, « pour raisons financières ». Son dernier « grand voyage » était à Berlin, pour fêter ses 40 ans. Depuis, elle a acheté un appartement en accession sociale - son « assurance Ehpad » - et les mensualités de prêt pèsent sur son budget. Elle n'a cependant pas d'amerlume : « Angers est une ville agréable, on est bien occupés, et les foules en délire sur le bord de mer, ça ne m'attire pas. »

Nombreux habitués

Non loin de là, le parc du Lac de Maine accueille des baigneurs sur sa plage, ainsi que « l'été au lac ». « Ce sont des animations gratuites proposées par la Ville, depuis dix ans, pour ceux qui ne partent pas en vacances. Cette année, on a augmenté le nombre de participants par activité, et on continue de faire le plein », se

félicite Vincent Lucas, chargé d'événementiel. Les animations ont été adaptées afin que les parents puissent en profiter avec leurs enfants, et des créneaux de fin de journée créés, « afin d'attirer les 16-30 ans, qui travaillent tout l'été ».

Il croise de nombreux habitués, telle cette famille qui, l'été précédent « empruntait des vélos le matin, et jouait au beach-volley l'après-midi ». S'y rencontrent de nombreux enfants et ados venus avec les animateurs sportifs, les maisons de quartiers et les accueils de loisirs - ceux-ci sont tout proches, le maire (Horizon) Christophe Béchu ayant souhaité les installer dans ce cadre verdoyant plutôt que de les conserver au sein des écoles. Maëllis a inscrit ses trois enfants, âgés de 6 à 13 ans, à des séances d'arts martiaux mixtes, de kayak et de skate-board, le jour même et la semaine suivante, et avisa ensuite, au fur et à mesure de l'ouverture des inscriptions. « Je ne travaille pas en juillet, précise-t-elle. Je regarde pour partir peut-être deux ou trois jours, mais pas très loin... »

En fin d'après-midi, tout près d'une résidence HLM du quartier de la Roseraie,

dans le cadre des « Pieds de bât », organisés l'été par la maison de quartier Jean-Vilar, quelques mamans et leurs petits se sont installés sur les transats et les tapis de jeu, tandis qu'une quinzaine d'enfants et d'ados se partagent entre travaux manuels et confection de brochettes de fruits. « Il y a moins de monde que la semaine précédente, les gens sont un peu plus partis en vacances que l'an dernier », se réjouit Camille Martin, coordinatrice.

Nabintou, 11 ans, et sa cousine Mmadjahou, 10 ans, viennent du lundi au jeudi. Elles sont aussi des habituées des sorties du vendredi, où familles, adolescents et personnes seules partent en transports en commun vers des parcs et monuments des alentours, et même à la plage. « Ce que je préfère ici, c'est quand on cuisine et qu'on mange ce qu'on a préparé », confie la collégienne, tout en décorant une tresse en tissu. Elle y a dessiné des fleurs, des smileys et un drapeau de la Guinée, pays d'origine de sa famille, qu'elle devrait découvrir l'été 2026. ■

CL. A. (ANGERS, ENVOYÉE SPÉCIALE)